

LES DEUX CATASTROPHES LÉGISLATIVES DE L'HISTOIRE DES PHARMACIES DE ROUMANIE



Honorius POPESCU
Faculté de pharmacie Cluj

Dan George MOGOȘANU
Faculté de pharmacie Craiova

Introduction

Les deux conflagrations mondiales et les actions antisémites, les événements historiques qui ont ébranlé l'humanité dans la première moitié du XX-e s., ont déterminé des changements considérables dans la structure territoriale de la Roumanie et dans ses politiques sociales.

La Première Guerre Mondiale a été suivi de l'accroissement du territoire de la Roumanie. Pour se réorganiser, ont été nécessaires de nouvelles institutions et des lois dans tous les domaines de l'activité.

Le deuxième événement historique, „le problème juif”, était issu en Europe Centrale.

Dans la Roumanie des années '20, l'activité des partis de gauche était faible et les fragiles formations de droite ont échoué dans l'essai de fonder un mouvement fasciste.

Plus tard, la récession mondiale a accentué les difficultés économiques, aussi les tensions sociales, et le Mouvement Légionnaire a fait augmenter l'appel à l'antisémitisme.

Avec des amples effets séismiques sur la politique, a été aussi la Deuxième Guerre Mondiale. À la fin des hostilités, la Roumanie est arrivée sous la domination soviétique sous la terreur, la dictature et le génocide communiste.



LA ROUMANIE (1920-1940)

La législation pharmaceutique de Roumanie après la I-ère Guerre Mondiale

*

Après la Première Guerre Mondiale, les nécessités d'organisation générées par l'ample accroissement du territoire et par le doublement du nombre d'habitants étaient devenues impératives.

Dans les pharmacies de Roumanie s'appliquaient les normes de 4 législations nationales différentes et de 4 pharmacopées: roumaine, autrichienne, russe et bulgare.

L'État Roumain a créé, en 1920, le Ministère du Travail

et des Protections Sociales, puis a soutenu l'élaboration,

d'une nouvelle édition de la Pharmacopée Roumaine.

En 1930, a promulgué la Loi Sanitaire

renfermant un chapitre relatif aux pharmacies

et a créé l'Institut Chimico-Pharmacéutique.

Aussi, a mis à point le système des concours

pour l'attribution des concessions aux pharmaciens.

LEGEA SANITARĂ ȘI DE OCROTIRE

PROMULGATĂ IN MONITORUL OFICIAL Nr. 140

DIN 22 Iunie 1935

DISPOZIȚIUNI PRIVITOARE LA INSTITUȚIA FARMACIEI

ART. 350. — Farmaciile funcționează în conformitate cu legea, regulamentele și ordonanțele sanitare în vigoare, sub controlul Ministerului Muncii, Sănătății și Ocrotirilor Sociale.

ART. 351. — Farmaciile sunt de următoarele categorii :

a) Farmaciile publice urbane și rurale, pentru satisfacerea necesităților obștești ;

b) Farmaci de clinici, spitale, Case cercușe și de Asigurări Sociale, pentru satisfacerea nevoilor lor proprii ;

c) Farmaci de mână, pentru satisfacerea nevoilor urgente ale populației în comunitățile lipsite de farmacii publice.

ART. 352. — Concesiunile de farmacii se acordă de Ministerul Muncii, Sănătății și Ocrotirilor Sociale, în conformitate cu dispozițiunile legii de față.

ART. 353. — Profesunea de farmacist se exercită în condițiunile legii de față de către doctorii și licențiații în farmacie dela universitățile din țară sau de cei cu diplomă dela universitățile străine dacă este echivalată de universitățile din țară, potrivit legilor, regulamentelor în vigoare și dacă au trecut examenul de liberă practică a farmaciei în țară în conformitate cu dispozițiunile art. 154.

Pentru examenul de liberă practică a farmaciștilor, Comisia se compune din : trei profesori de specialitate dela Facultățile de Farmacie sau Medicină și din doi membri numiți de Minister.

Farmaciștii trebuie să fie cetățeni români, cu dreptul de liberă practică a farmaciei în țară.

Farmacistul nu poate avea în acelaș timp ca proprietate, nici arenda sau dirija decât o singură farmacie, deasemenea nu poate avea, arenda sau dirija în acelaș timp și un deposit de medicamente sau drogherie.

LA LOI SANITAIRE

„L’assimilation aux Roumains des pharmacies”- la première catastrophe législative

*

Mais l’État n’a pas toujours intervenu correctement dans la vie pharmaceutique.

Sous l’expression „le côté national”, en 1937, dans le Parlement de la Roumanie on a présenté une statistique pour 10 ans, d’où résultait que „seulement 20 % de ceux qui exercent la profession pharmaceutique sont d’origine roumaine”

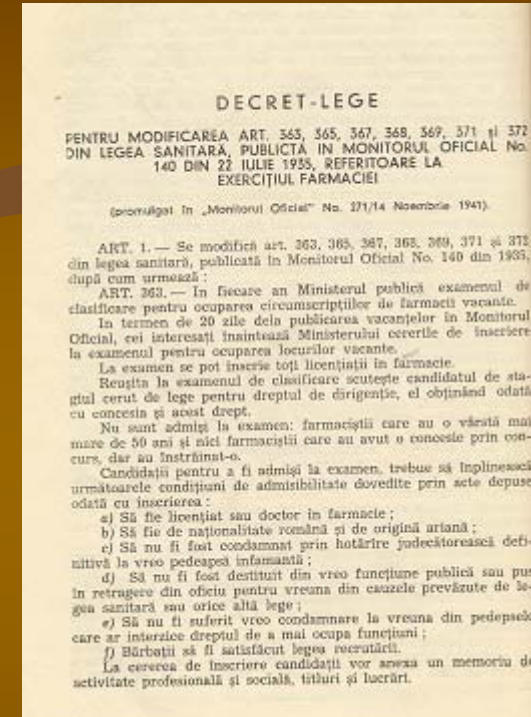
les pharmacies privées avaient des propriétaires Roumains seulement dans la proportion de

7 % en Bessarabie,
20 % en Bucovine,
13 % en Transylvanie et
80 % en Ancien Royaume.

En ce qui concerne les étudiants, ils étaient Roumains en proportion de

15 % à Iassy,
25 % à Cluj et
71 % à Bucarest.

Par conséquent, le Parlement de la Roumanie avait recommandé la surveillance attentive du phénomène.



Le Décret-Loi pour modifier
la Loi Sanitaire
en vue d’application
les mesures contre les
pharmaciens juifs

Ce temps-là, en Roumanie, la politique évoluait rapidement vers l'antisémitisme.

En 1942, un rapport du ministre de la Santé, intitulé „Le problème des pharmacies”, commençait avec la mention des „conditions défectueuses dans lesquelles les pharmacies publiques ont fonctionné jusqu'à présent” et arrivait à l'observation: „Un premier problème mis a été l'assimilation aux Roumains des pharmacies”.

Ensuite, le ministre écrivait: „La Roumanie avait en 1941, 935 pharmacies publiques réparties ainsi selon l'origine ethnique des propriétaires:

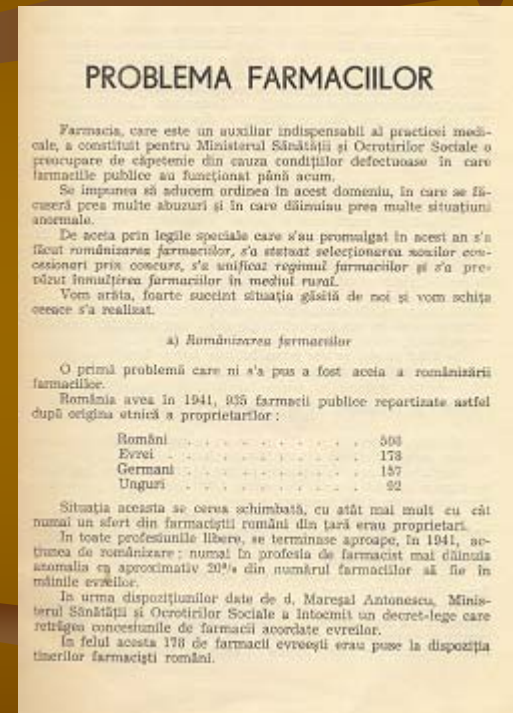
Roumains 508,

Juifs 178,

Allemands 157,

Hongrois 92.

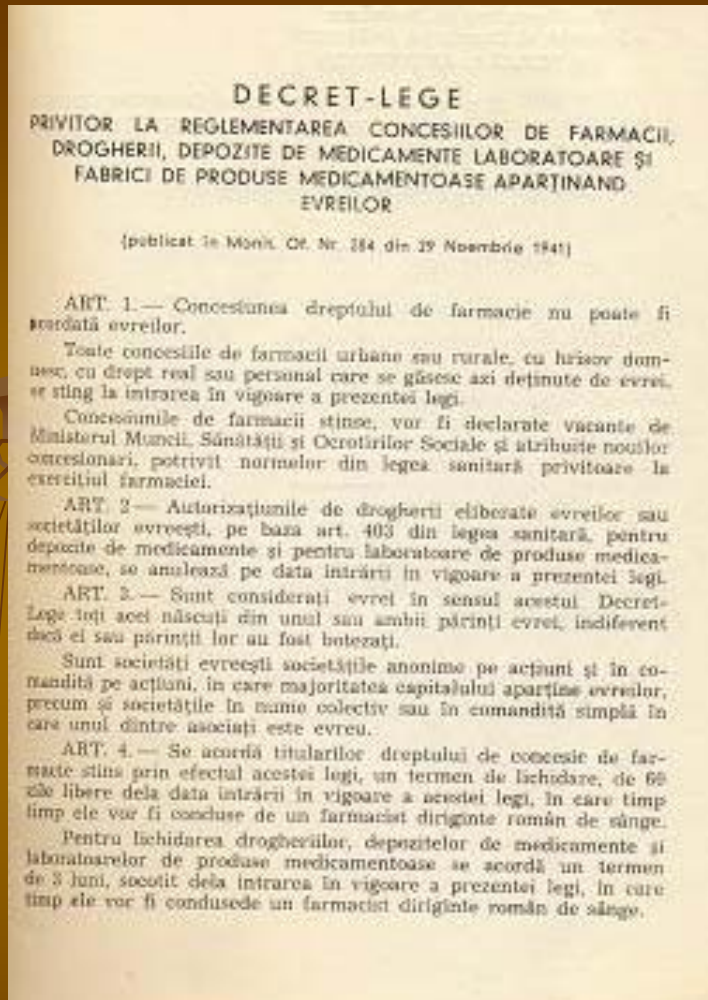
Cette situation devait être changée / . . . /. En 1941, presque on finissait l'action d'assimilation aux Roumains dans toutes les professions libres; seulement dans la profession de pharmacien persiste encore l'anomalie qu'environ 20 % des pharmacies soient dans les mains des Juifs”.



Le rapport du ministre de la Santé et des Protections Sociales, intitulé „Le problème des pharmacies”

Par la suite,
le 29 Novembre 1941,
a été promulgué et publié le

„Décret-Loi
concernant la réglementation
des concessions de pharmacies,
drogueries,
dépôts de médicaments,
laboratoires et
fabriques de produits médicamenteux
appartenant aux Juifs” .



LE DÉCRET-LOI
contre
les pharmaciens juifs

Par conséquent,
 les pharmaciens juifs ont été éliminés
 de leurs droits de propriétaires,
 ont été obligés à vendre leurs officines
 en 60 jours
 et leur a été interdit l'accès
 aux concessions des pharmacies.

Dans la liste officielle publiée en 1942
 sous le titre
 „Tableau de pharmacies existentes et vacantes”,
 à côté des unités
 enregistrées sous le nom du propriétaire,
 avec les mentions Roumain,
 Hongrois,
 Allemand,
 ont été enregistrées aussi
 les 178 officines
 répandues dans 38 départements,
 chacune à la spécification
 „l'ancienne pharmacie juive”
 et - à peine après -
 avec le nom de l'ancien propriétaire.

T A B L O U
 De farmacille vacante în vechiul regat

JUDEȚUL ALBA

Uzoara	foșta farm. evr. Bela Gall
Penor	farm. nou înființată

JUDEȚUL ARAD

Arad	foșta farm. evr. Reiner Alexandru
"	" " " Kain Emeric
"	" " " Friedman Martin
"	" " " Zoltan Bernath
"	" " " Weiss Arnold
"	" " " Kelsenbaum Enrie
Cernel	Fraenkel Ladislau
Curtiel	Bilau Ladislau
Ineu	Hollender Ioan
Rovine	Moș. Iuliu Ban
Târnova	Ionas Alexandru
Văntorii	" " " V. Mauriciu Nicolae
Fecica	" " " Szilbert Arnold
St. Ana	" " " Ischi
Silindia	" " " Wiensaud
Vărfuri	farm. nou înființată
Turnu	" " "

JUDEȚUL ARGEȘ

Stoiceni	farm. nou înființată
Brădet	" " "
Evorul	" " "
Scheul	" " "

Le Tableau de pharmacies existentes et vacantes

Il est facile à comprendre que,

forcés a vendre leurs officines
à bref délai,

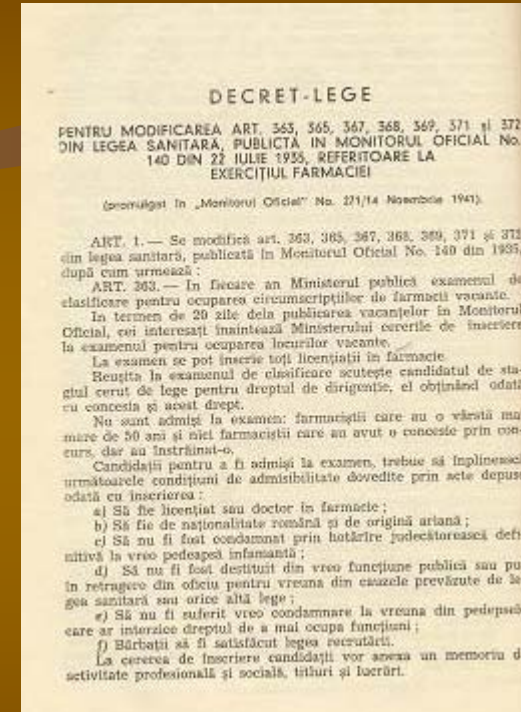
les pharmaciens juifs
de Roumanie
ont lancé tout à coup

une grande offre

et ont eu,
certainement,
des pertes matérielles considérables.

**La même année, 1941,
ont été publiés autres deux Décrets-Lois.**

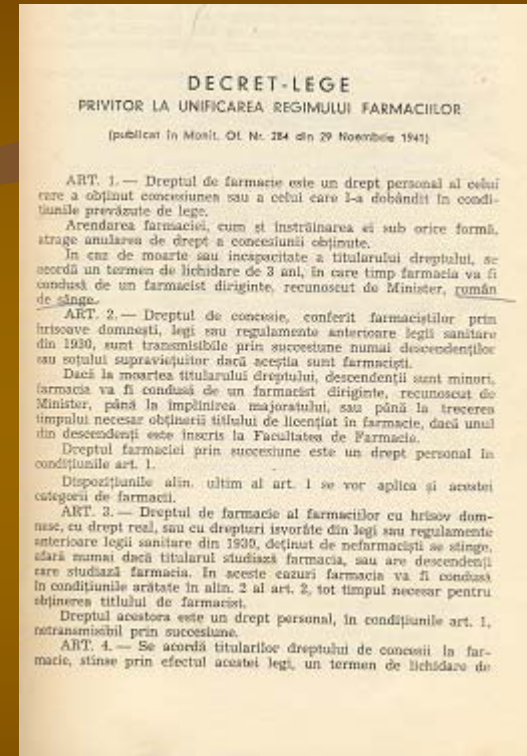
L'un, pour la modification
de quelques articles
de la Loi Sanitaire.



LE DÉCRET-LOI
pour la modification de la Loi Sanitaire

Un autre Décret-Loi,
pour "l'unification
du régime des pharmacies".

**En effet,
pour détruire
leurs anciens
droits de propriété.**

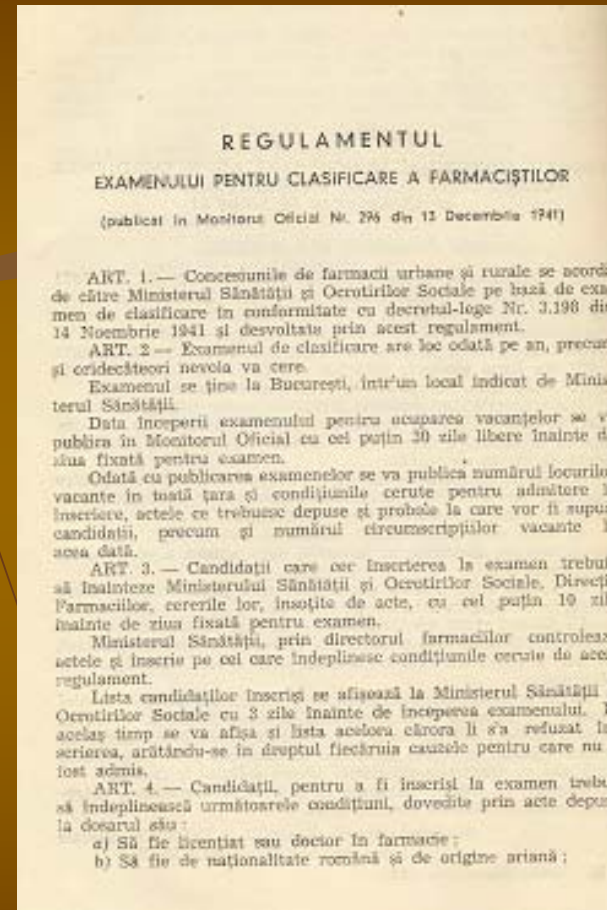


LE DÉCRET-LOI
destiné à détruire leurs
droits de propriété

A été publié aussi,
le Règlement de l'examen
pour la classification
des pharmaciens.

**Des textes
de tous ces actes normatifs
il résulte
les actions intitulées
„l'assimilation aux Roumains
des pharmacies”.**

Tout à coup vendues,
les pharmacies des Juifs,
pouvaient être achetées
exclusivement
par les pharmaciens roumains
et conduites
par un pharmacien en chef
„de sang roumain”.



Le Règlement de l'examen
pour la classification
des pharmaciens

Les changements
imposés par l'application de ce paquet législatif
basé sur la discrimination raciale

ont gravement lésé
le droit de propriété,
le droit d'exerciter de la compétence professionnelle
sur tous les niveaux hiérarchiques.

Ont provoqué une ségrégation
inadmissible
dans une profession humanitaire comme la pharmacie
et
une vraie catastrophe,
par rapport aux principes inaliénables
inscrits dans la
Charte Universelle des Droits de l'Homme.

Spirituellement, la profession qui est la pharmacie
est devenue plus pauvre,
la vie pharmaceutique roumaine a été humiliée.

***„L'assimilation aux Roumains” de 1941
a été la première catastrophe législative
de l'histoire des pharmacies de Roumanie.***

Les statistiques antérieures à la cession du Nord de la Transylvanie nous montre que, en 1938, la Roumanie avait 1600 pharmacies, desquelles plus de 1000 avaient des propriétaires Juifs.

Les documents sur une essai originale d'éviter les effets des lois antisémites dans la Transylvanie de Nord, par une vente fictive, ont été découverts à Oradea.

Dans la ville qui ce temps-là était sous la domination de la Hongrie de Horthy, la Pharmacie „Le Serpent”, du pharmacien juif Reisz István, a été transférée à son collègue Szabó Ferenc, qui était Hongrois. Et puis, en mars 1944, avant la déportation des premiers Juifs d'Oradea, les parts ont passé une soi-nommée Convention, sous signature privée, en présence de deux témoins, par laquelle le vendeur se gardait tous les droits sur la Pharmacie „Le Serpent”.

Les mesures législatives antisémites de Roumanie ont été abolies à la fin de 1944, par la Loi No. 641, mais le mal avait été fait.

Les pharmacies qui étaient dans la propriété de quelques institutions de l'État: des hôpitaux, Caisses d'Assurances sociales etc, ne sont pas tombées sous l'incidence de ces lois discriminatoires.

La nationalisation des pharmacies, la deuxième catastrophe législative

*

La période communiste
a commencé avec

l'abolition de la monarchie,
dépossessions,
destructions
et persécutions

qui ont détérioré
l'activité de tous les domaines de la vie:

économique,
social,
culturel,
spirituel.



LE RAPPORT FINAL
de la Commission Présidentiale
pour l'analyse de la
Dictature Communiste de Roumanie

- un livre d'histoire très documenté (879 pages) -

Vers la fin de 1948,

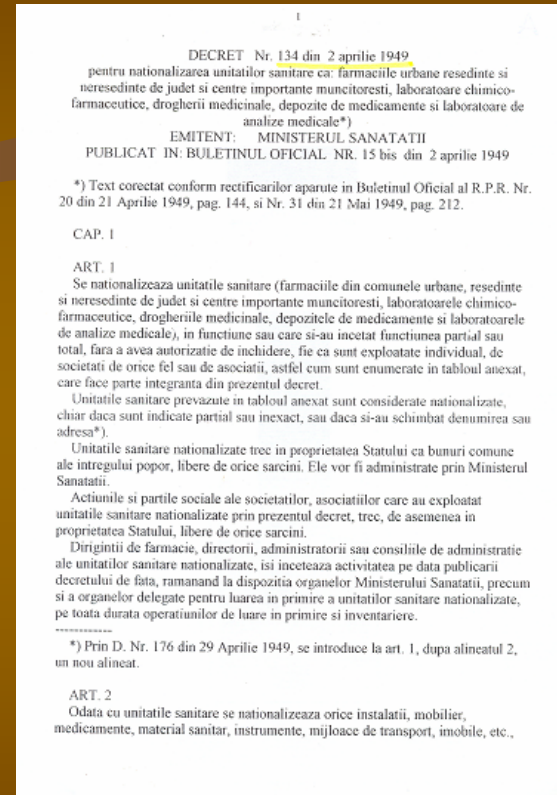
on a étatisé les fabriques de produits pharmaceutiques,

on a sélectionné et on a réduit aux types courants les médicaments,

on a donné l'ordre de bien ravitaillé les pharmacies et de les maintenir comme ça.

Le 2 avril 1949,
par le Décret No. 134,
**on a étatisé
les pharmacies des villes,**

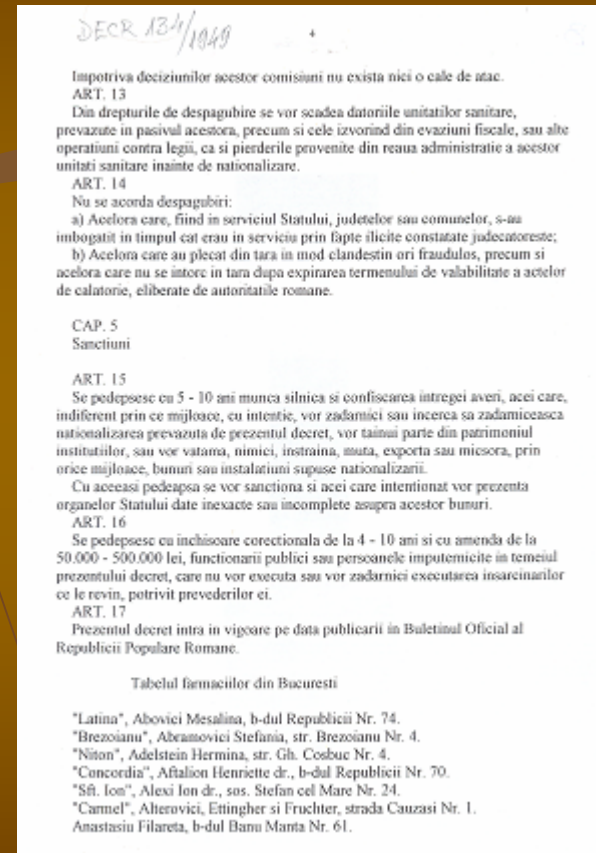
les laboratoires
qui produisaient des médicaments,
les dépôts
et les succursales des firmes étrangères.



Le Décret No. 134

L'article No. 15 du Décret

menaçait
toute opposition
avec la peine
de 5 à 10 ans
de travaux forcés.



Article No. 15
Décret No. 134
de 2 avril 1949

En 1953,
les pharmaciens
des communes rurales
ont été aussi dépossédés
de leurs officines.

Enfin,
on a limité drastiquement
les importations de médicaments.

DECRET nr. 418 din 16 mai 1953
pentru nationalizarea farmaciilor particulare
Emisiat : MAREA ADUNARE NATIONALA
Publicat in : BULJETINUL OFICIAL nr. 16 din 16 mai 1953

ART. 1

Se nationalizeaza toate farmaciile particulare in functiune sau care si-au incetat functiunea partial sau total, fara a avea autorizatie de inchidere, in conformitate cu tabelul anexa*) care face parte integranta din prezentul decret.

*) Anexele vor fi difuzate prin grila Ministerului Sanatatii.

Farmaciile prevazute in tabelul anexa sunt considerate nationalizate, chiar daca sunt indicate partial sau intact sau daca si-au schimbat denumirea sau adresa.

Se nationalizeaza prin prevederile prezentului decret si farmaciile particulare identificate pe teren care au fost omise din tabelul anexa.

Farmaciile nationalizate trec in proprietatea statului ca bunuri comune ale intregului popor, libere de orice sarcini, in administrarea O.F.R. Costofarm ale regiunilor respective, tutelate de Ministerul Sanatatii.

Proprietarii si diriginii de farmacii si farmaciilor nationalizate isi inceteaza activitatea si functiile pe data publicarii decretului de fora, ramaneand la dispozitia organelor ce vor lua in primire, pentru probele, inventariile si orice informatii necesare.

ART. 2

Odata cu farmaciile se nationalizeaza orice instalatii, mobilier, materiale consumabile (medicamente, material sanitar) instrumentar, mijloace de transport, localitati, etc., care servesc in mod permanent activitatii farmaciilor nationalizate sau altui proprietar si sunt detinute si utilizate in folosul farmaciei, sub orice titlu.

ART. 3

In data publicarii prezentului decret, nici o farmacie nu va putea instraina, nici in total si nici in parte si nici sub orice titlu, instalatiile, mobilierul materialele consumabile (medicamente, material sanitar), instrumentar, sub orice titlu ar fi detinute, fara autorizatia Ministerului Sanatatii, sub sanctiunile prevazute de lege.

Instrairile sau contracturile avand ca obiect cele mentionate, in alinutul precedent, sunt nule de drept, raltavoa fiind de ordine publica si putand fi invocate din oficiu si de orice.

ART. 4

Prin efectul nationalizarii farmaciilor, trec in proprietatea statului: bunurile imobile si mobile, corporale si incorporeale, precum - terenuri, cladiri, instalatii sanitare, burti de valoare, cambii, numerar, sume datorate farmaciei asociatii, materiale sanitare si farmaceutice.

Prin efectul prezentului decret, farmaciile nationalizate se substituie in toate drepturile vechilor farmacii.

ART. 5

Se pedepesc cu inalta silitaia de la 5 la 10 ani si confiscarea intregii averi, acii care, indiferent prin ce mijloace, cu intentie sau zadarnic sau inerta sa zadarniceasca nationalizarea prevazuta in prezentul decret, vor intrai parte din patrimoniul institutiilor

Le Décret No. 418
pour la nationalisation
des pharmacies privées
des communes rurales

*L'état communiste n'a pas accordé aux propriétaires
ni la chance de les vendre,
ni des compensations
pour les pharmacies accaparées par la nationalisation.*

Le Decret No. 134 de 2 Avril 1949 et le Decret No. 418 de 16 Mai 1953 menaçaient chaque oposant de la nationalisation non seulement avec les 5 à 10 ans de travaux forcés, mais aussi avec la confiscation de toute sa fortune.

Les anciens propriétaires de pharmacies sont devenus des victimes de la lutte de classe, considérés comme exploiteurs du peuple et comme ennemis du nouveau régime politique.

Dans le meilleur cas, ils ont pu travailler comme journaliers de l'état communiste, en autres pharmacies. Avec le statut d'expropriés, ont été exclus du droit de retraite.

Comme l'ancien propriétaire de la Pharmacie « Aquila » de Pitești, le pharmacien N. N. Bobancu, quelques pharmaciens ont été mis sur les verrous détenus dans les camps et dans les horribles prisons communistes.

DECRET nr. 418 din 16 mai 1953
pentru nationalizarea farmaciilor particulare
Emitent : MAREA ADUNARE NATIONALA
Publicat in : BULETINUL OFICIAL nr. 16 din 16 mai 1953

ART. 1

Se nationalizeaza toate farmaciile particulare in functiune sau care si-au incetat functiunea partial sau total, fara a avea autorizatie de inchidere, in conformitate cu tabelul anexa*) care face parte integranta din prezentul decret.

*) Anexele vor fi difuzate prin grija Ministerului Sanatatii.

Farmaciile prevazute in tabelul anexa sunt considerate nationalizate, chiar daca sunt indreptate partial sau incetate sau daca si-au schimbat destinatia sau adresa.

Se nationalizeaza prin prevederile prezentului decret si farmaciile particulare identificate pe teren care au fost omise din tabelul anexa.

Farmaciile nationalizate trec in proprietatea statului ca bunuri comune ale intregului popor, libere de orice sarcini, in administrarea C.F.R. Centrofarm ale regiunilor respective, tutelate de Ministerul Sanatatii.

Proprietarii si dirigintii de farmacia si farmaciilor nationalizate isi inceteaza activitatea si functiile pe data publicarii decretului de fara, ramasand la dispozitia organului ce vor lua in primire, pentru probare, investitii si orice informatii necesare.

ART. 2

Odata cu farmaciile se nationalizeaza orice instalatii, mobilier, materiale consumabile (medicamente, material sanitar) instrumentar, mijloace de transport, localitati, etc., care servesc in mod permanent activitatii farmaciilor nationalizate sau altui proprietar si sunt detinute si utilizate in folosul farmaciei, sub orice titlu.

ART. 3

In data publicarii prezentului decret, nici o farmacie nu va putea instraina, nici in total si nici in parte si nici masa vitajului, instalatiile, mobilierul materialele consumabile (medicamente, material sanitar), instrumentar, sub orice titlu ar fi detinute, fara autorizatia Ministerului Sanatatii, sub-sancationate prevazute de lege.

Instalatiile sau contractele avand ca obiect cele mentionate, in afara cazurilor, sunt nule de drept, multamoz filial de ordine publica si putand fi invocate din oficiu si de ordine.

ART. 4

Prin efectul nationalizarii farmaciilor, trec in proprietatea statului: bunurile imobiliare si mobile, corporale si incorporeale, precum - rezerva, cladiri, instalatii sanitare, harti de valoare, cambii, numerar, sume datorate farmaciei accesorii, materiale sanitare si farmaceutice.

Prin efectul prezentului decret, farmaciile nationalizate se substituie in toate drepturile vechilor farmacii.

ART. 5

Se pedepseste cu masa silitica dela 5 la 10 ani si confiscarea intregii averi, acii care, indolentii prin ce mijloace, cu, intentie vor zadarnici sau incerca sa zadarniceasca nationalizarea prevazuta in prezentul decret, vor traasi parte din patrimoniul institutiilor

Decret 418/1953

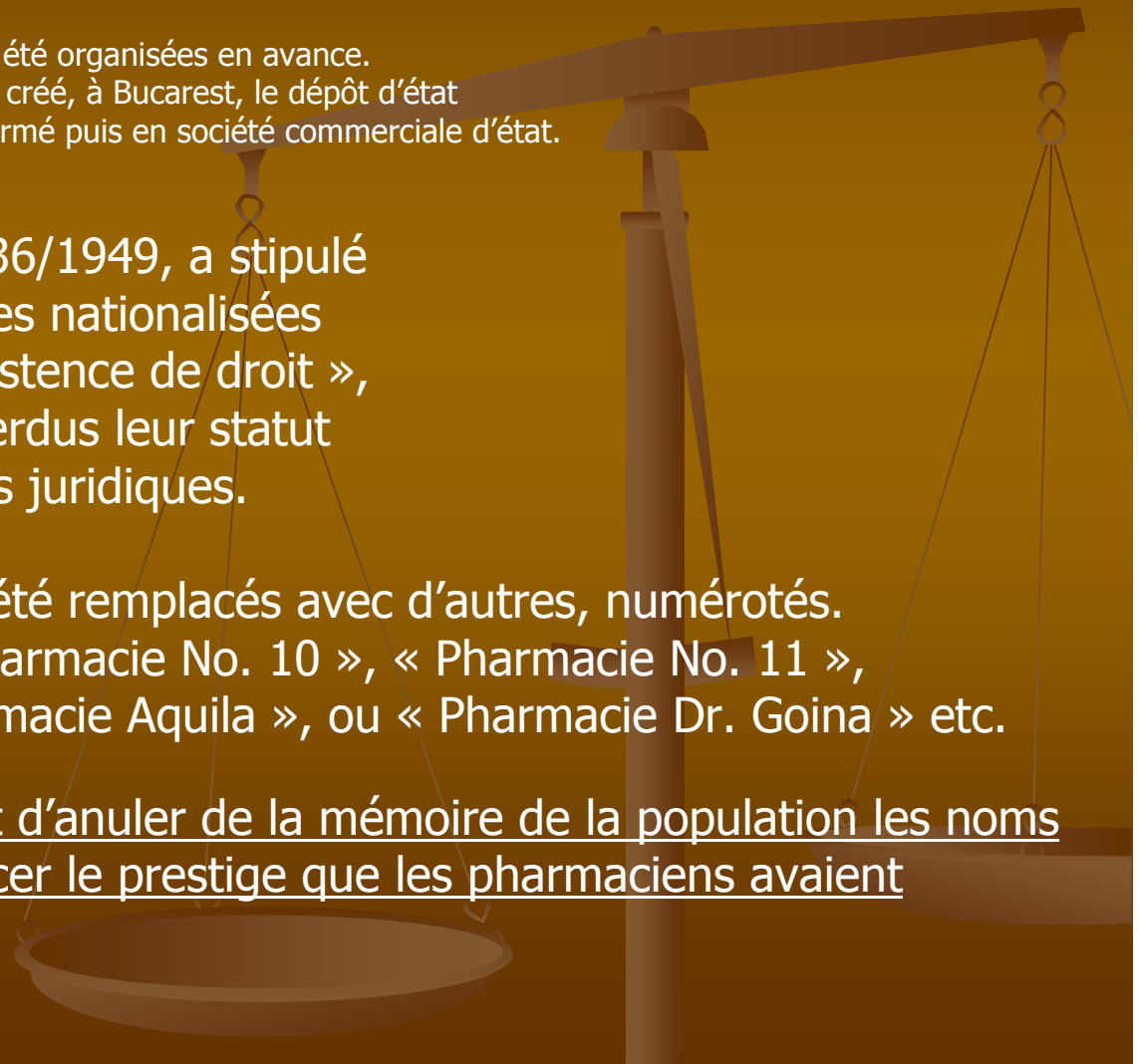
Les conséquences de ces mesures dictatoriales ont été paralysantes et dégradantes, avec des répercussions graves sur l'état de santé de la population et sur la profession.

Toutes les étapes de l'étatisation des pharmacies ont été organisées en avance. Le 16 septembre 1948, avant la nationalisation, a été créé, à Bucarest, le dépôt d'état de produits pharmaceutiques « Centrofarm », transformé puis en société commerciale d'état. Quelque temps après l'étatisation des pharmacies, le Conseil de Ministres, conduit par Petru Groza, par

la Décision No. 436/1949, a stipulé que les pharmacies nationalisées « cessent leur existence de droit », c'est à dire ont perdus leur statut comme personnes juridiques.

Leurs firmes ont été remplacés avec d'autres, numérotés. Par exemple « Pharmacie No. 10 », « Pharmacie No. 11 », au lieu de « Pharmacie Aquila », ou « Pharmacie Dr. Goina » etc.

Ce fut le pas le plus important d'anuler de la mémoire de la population les noms des anciens propriétaires, ou d'effacer le prestige que les pharmaciens avaient construit au long des années.



**Le nouveau patron,
la Société Commerciale d'Etat
« Centrofarm »
a été organisé
en 17 Offices Pharmaceutiques Régionales.**

**Par exemple,
en 1955,
dans la ville de Braşov,
qui
était devenue Oraşul Stalin,
c'est à dire « La Ville Staline »,
avait été organisé
L'Office Pharmaceutique Régional Staline.**

Décision No. 436

DECIZIE nr. 436 din 6 mai 1949
pentru contopirea unor unități sanitare naționalizate
Emisiuni : CONSILIUL DE MINISTRI
Publicarea în : BULETINUL OFICIAL nr. 27 din 9 mai 1949

Consiliul de Miniștri, în sedința sa dela 6 Mai 1949,
Vazând referenți 6/30 ministru al sanatații;
Având în vedere decretul Nr. 134 pentru naționalizarea unităților sanitare, cu:
farmaciile urbane, ramadiate și rețevodite de judec și centre impozitate muncitorești,
laboratoare chimico-farmaceutice, drogherii medicinale, depozite de medicamente și
laboratoare de analize medicale, publicat în Buletinul Oficial Nr. 15 bis din 2 Aprilie
1949.

Decide:

ART. 1

Pe data de 2 Aprilie 1949, unitățile sanitare naționalizate prin decretul Nr. 134 din
1949, cu excepția laboratoarelor chimico-farmaceutice și laboratoarelor de analize
medicale, se contopesc cu Societatea Comercială de Stat "Centrofarm".

Contopirea se face prin absorbirea acestor unități sanitare de către Societatea
Comercială de Stat "Centrofarm".

ART. 2

Contopirea prevazută în articolul precedent se efectuează pe baza bilanțurilor și
conturilor de profit și pierdere încheiate pe data de 2 Aprilie 1949.

Pînă la efectul acestei contopiri unitățile sanitare absorbite își încetează existența de drept
în ziua de 2 Aprilie 1949, codicerea Societății Comerciale de Stat "Centrofarm" fiind
autorizată să îndeplinească toate formalitățile legale pentru radieră și stergerea tuturor
înregistrărilor de orice fel privind unitățile sanitare absorbite.

ART. 3

Cu începere dela data de 2 Aprilie 1949, Societatea Comercială de Stat "Centrofarm"
este autorizată, cu în afară obiectului prevazut în Statute, să înființeze farmaci
ce vor
funcționa ca unități ale acesteia.

Înființarea de către Societatea Comercială de Stat "Centrofarm" a farmaciilor prevazute
în alineatul precedent se va face în conformitate cu dispozițiunile Ministerului Sanatații.

ART. 4

Farmaciile, drogheriile și depozitele de medicamente naționalizate, cari sunt în
activitate la data semnării prezentei deciziuni, se consideră cu începere dela data de 2
Aprilie 1949, ca unități ale Societății Comerciale de Stat "Centrofarm" în sensul
dispozițiilor articolului precedent.

ART. 5

Orice dispozițiuni contrarii prezentei deciziuni se abrogă.

ART. 6

D-l ministru al sanatații este însărcinat cu aducerea la îndeplinire a dispozițiilor
prezentei deciziuni. Dr. Petru Grom, Dr. Vasile Marza, V. Luca, A. Baraciu, T.
Iordacheșcu, V. Vaida, Bucur Schiopu, Ed. Mezințescu, I. Vitre, Gh. Vesilichi, N.
Popescu Doreana, Chivu Stoica.

***La deuxième catastrophe législative de l'histoire
des pharmacies de Roumanie a été la nationalisation.***

Il est à mentionner que,
au long des quatre décennies de terreur communiste,
ont été de grandes pertes de notes
et aussi des destructions de documents,

MAIS IL FAUT RESTITUER À LA PROFESSION
L'HISTOIRE OUBLIÉE ET OCCULTÉE
DES ANCIENS PHARMACIES DE LA ROUMANIE.

*

*Enfin, il y a une seule conclusion:
les paquets législatifs par lesquels ont été imposées
l'assimilation aux Roumains et la nationalisation des pharmacies
ont eu des conséquences très graves,
ont produit les deux catastrophes de l'histoire des pharmacies
de Roumanie.*

**CORDIALES REMERCIEMENTS
ET BEAUCOUP DE RESPECT
AUX PASSIONÉS DE L'HISTOIRE DE LA PHARMACIE
ICI PRÉSENTS**

Two legislative catastrophes from the history of the Romanian pharmacy

ABSTRACT

After the First World War, the extending of the Romanian national territory and the redoubling of the population create ample necessities of reorganisation. In the Romanian pharmacy, four different legislations and four pharmacopoeias (Romanian, Austrian, Russian and Bulgarian) were applied. Until the mid of 1930, the institutions and the laws for the standardization and modernization of the pharmaceutical area were founded. The first legislative catastrophe, the so-called "assimilation of pharmacies by the Romanians", imposed through the Decree-Law from 29-th of November 1941, excluded the Jewish pharmacists from their own-rights, forcing them to sell their laboratories in 60 days and forbid their access to the granting. The second legislative catastrophe was produced during the communist period. Starting with the Decrees of "nationalization", in 1949 and 1953, the communist State expropriates the pharmacies without compensations for their owners, which become victims, maltreated and considered as exploiters of the people, and politically enemies. Some of them were imprisoned. Through these two legislative catastrophes, from the spiritual and humanitarian point of view, the Romanian pharmacy become very poor and weak, and the pharmaceutical life was humiliated. The paralysis of private initiative and the degradation of professional activity have had serious repercussions for the health condition of the Romanian citizens.

